

Que le deuxième rapport du comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation ne soit pas agréé maintenant, mais qu'il soit renvoyé audit comité, afin qu'il puisse réexaminer l'utilité d'y inclure une recommandation visant à la reconstitution de la commission de révision des prix de l'alimentation, avec tous les pouvoirs pour exiger la suppression ou la réduction de toutes hausses de prix injustifiées qu'elle découvre.

Si cela n'est pas un contrôle des prix, je me demande ce que c'est. Cela revient à la même chose. Seulement, cela leur permet de s'attaquer à ceux qui font des profits. La compagnie Steinberg Limitée a augmenté ses profits de 12 p. 100; la société Dominion Stores Limited a augmenté les siens de 100 p. 100, la Burns Foods Limited, de 25 p. 100, et la Canada Packers Limited, de 35 p. 100. Voilà des profits considérables!

Monsieur l'Orateur, la raison d'être de l'entreprise privée, c'est le profit. A l'instant où l'on enlèvera le profit, on fera disparaître en même temps l'initiative des gens. Cela est clair. Mais je reviens encore à dire ce que je répète souvent: les membres du Nouveau parti démocratique ne nous disent pas à quoi servent ces profits.

Quand on voit surgir des constructions, que ce soit de la compagnie Steinberg Limitée, de la Chrysler Canada Limited, de la Ford Motor Company of Canada Limited, de Dominion Stores Limited, cela assure des emplois permanents à des Canadiens. Ces gens n'empilent pas leurs profits dans leurs chambres à coucher. Le chef du Nouveau parti démocratique le sait. Qu'on nous dise donc franchement, à quoi servent ces profits, et si ces compagnies, remplacées par le gouvernement fédéral, donneraient de meilleurs résultats.

J'ai déjà entendu le petit ami du chef du Nouveau parti démocratique, René Lévesque, à Québec, nous crier en 1962: Nationalisons l'électricité pour devenir maîtres chez nous. Voilà ce que le chef du Nouveau parti démocratique dit: Nationalisons, quand il le faut, pour devenir les maîtres ou bien confisquons leurs profits. Cela revient à la même chose.

Monsieur l'Orateur, René Lévesque criait, à la télévision et à la radio, en 1962: Nationalisons les compagnies d'électricité. Il s'agissait de 11 compagnies: La Shawinigan Water & Power; la Northern Quebec Power, dans ma région; la Quebec Power, dans la région de Québec. Et René Lévesque, chef des séparatistes du Québec, disait aux Québécois...

**M. Lewis:** Il était libéral, à ce moment-là.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Oui, mais avant d'être libéral, il était néo-démocrate, pourtant.

**M. Lewis:** Il était ministre libéral.

**M. Caouette (Témiscamingue):** C'est cela, ministre libéral. On voit cela à tous les échelons. Au fait, il était socialiste du Nouveau parti démocratique, et il est devenu ministre libéral. Aujourd'hui, si l'on regarde ce qui se passe à Ottawa, on se rend compte que ce sont les membres du Nouveau parti démocratique qui maintiennent les libéraux au pouvoir. Quelle différence? Les créditistes vous regardent faire, messieurs les néo-démocrates, et vous surveillent.

● (1710)

Monsieur l'Orateur, je reviens à René Lévesque qui disait: Le jour où l'électricité sera entre les mains du gouvernement, tous ces profits des grosses compagnies serviront la population. Vous paierez moins cher votre

### Prix de l'alimentation

électricité. Après dix ans, qu'on aille voir dans la province de Québec quels sont les taux d'électricité! Nous payons quatre fois plus cher après dix ans que nous ne payions sous l'empire de l'entreprise privée.

Voilà ce que c'est que les sociétés de l'État, les contrôles par les gouvernements. Voilà ce que nous récoltons quand nous enlevons le «moteur» de l'entreprise privée, l'initiative que suscite le profit. Si le profit servait seulement à écraser ou à étouffer le monde, j'emboîterais le pas. Mais ces profits servent à des investissements, des agrandissements et, par conséquent, au développement de l'économie. Cela, on ne le dit pas; on parle seulement des profits, pour jeter de la poudre aux yeux. Alors, les socialistes disent: A bas l'entreprise privée; démolissons l'initiative personnelle, et que le gouvernement prenne tout en main.

Chaque fois que le gouvernement a pris quelque chose en main, il en a fait un fiasco. Il y en a eu des fiascos, en Saskatchewan, pendant les 20 ans d'administration cécéfiste. Le gouvernement de la Saskatchewan s'est maintenu avec des crédits fédéraux, pendant des années et non pas avec des crédits cécéfistes de la Saskatchewan.

Les prix à la consommation, il faut le reconnaître, augmentent de façon vertigineuse. Seulement, la solution n'est pas celle préconisée par les députés du Nouveau parti démocratique.

L'autre jour, le gouvernement a présenté une solution relative aux produits laitiers, en accordant un escompte de 5c. la pinte de lait aux consommateurs. Il y a 40 ans que nous criions: Accordons des subventions aux consommateurs plutôt qu'aux producteurs! Si le consommateur a le crédit voulu pour acheter, le producteur sera financé par la consommation. Cela est normal. Mais n'essayons pas de financer la consommation par la production; c'est marcher sur la tête, plutôt que sur les pieds.

Monsieur l'Orateur, dans le domaine du pain, la même chose se produira. Nous ne sommes pas les seuls à soutenir cette thèse. Il y a trois semaines, soit le 27 août, M<sup>me</sup> Plumptre, présidente de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, disait, comme on peut le lire dans *Le Devoir* du 27 août, et je cite:

M<sup>me</sup> Plumptre invite les consommateurs à protester auprès de leurs députés.

La présidente de la Commission de révision des prix de l'alimentation, M<sup>me</sup> Beryl Plumptre, a un conseil à donner aux consommateurs outrés de la hausse des prix: «Plaignez-vous à vos députés», a-t-elle recommandé hier sur les ondes du réseau de télévision CTV.

Interviewée à l'émission Question Period, M<sup>me</sup> Plumptre a insisté sur le fait que les seuls pouvoirs de la Commission se bornaient à faire des recommandations au gouvernement.

C'est bien clair; on ne peut nommer à la Commission le gouvernement du Canada.

«Quand j'ai accepté ce poste, a-t-elle expliqué, j'ai précisé que je rendrais compte de mon travail d'abord au public, ensuite au gouvernement». Les consommateurs, a dit encore M<sup>me</sup> Plumptre, devraient se plaindre à leurs députés de la hausse des prix et leur faire valoir que s'ils demeurent inactifs devant cette situation, ils ne seront pas réélus.

«Les députés sont très sensibles à l'opinion publique et c'est aux électeurs qu'il revient de leur pousser dans le dos. Ces députés sont en très mauvaise posture».

Les journaux, la radio et la télévision, d'ajouter la présidente de la Commission de révision des prix, ont aussi un rôle important à jouer: il leur appartient de sensibiliser la population à cette hausse des prix et à regrouper les Canadiens pour qu'ils protestent auprès du gouvernement, au sujet par exemple de la hausse du prix du pain.